



## Learn French with Elisabeth


🇫🇷 Mes cours en ligne : <https://school.hellofrench.com>

French Prime Minister Resignation - Learn French with News #27

---

 **Tu veux transformer ton français à mes côtés ?**

★ Je t'accompagne personnellement pour transformer ton français  
👉 <https://coaching.hellofrench.com>

 Mon cours en ligne pour comprendre le français "rapide", celui utilisé au quotidien par les francophones.

👉 [60 dialogues pour transformer ta compréhension en français](#)

---

## FICHE DE VOCABULAIRE

Mot en français 🇫🇷	Définition	Traduction en anglais 🇬🇧
LA DÉMISSION	Acte de quitter volontairement un poste ou une fonction.	resignation
EN PARALLÈLE	En même temps, simultanément.	at the same time / in parallel
LE VOTE DE CONFIANCE	Vote pour confirmer ou retirer la confiance envers un gouvernement.	vote of confidence
LE CONTEXTE DE LA CRISE	Situation générale et conditions entourant une crise.	the context of the crisis
LE COUP DE POKER	Action risquée qui peut réussir ou échouer.	gamble / risky move

ENGAGER LA RESPONSABILITÉ	Déclencher un vote de confiance, mettre sa position en jeu.	trigger a confidence vote / put responsibility on the line
POUR OU CONTRE	Être en faveur ou opposé à quelque chose.	for or against
PRÉALABLE	Condition nécessaire avant une action.	prerequisite / preliminary condition
REMETTRE SA DÉMISSION	Quitter officiellement ses fonctions.	to hand in one's resignation / to resign
ÊTRE ÉLU(E)	Être choisi par un vote pour occuper une fonction.	to be elected
AUDACIEUX, AUDACIEUSE	Qui ose prendre des risques.	bold / daring
FORCER	Contraindre quelqu'un à faire quelque chose.	to force
L'URGENCE	Situation qui demande une action immédiate.	urgency / emergency
LA DETTE PUBLIQUE	Argent que l'État doit à ses créanciers.	public debt / national debt
ATTEINDRE	Arriver à un objectif ou à un niveau donné.	to reach / to achieve
REMBOURSER	Payer une somme d'argent due.	to pay back / to reimburse
AUGMENTER	Devenir plus grand en quantité ou en valeur.	to increase / to raise
MAÎTRISER	Avoir le contrôle de quelque chose.	to control / to manage
LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ	Mesures économiques pour réduire les dépenses publiques.	austerity policy
LE SERVICE PUBLIC	Services fournis par l'État à la population.	public service / public sector


LES FONCTIONNAIRES	Personnes employées par l'État.	civil servants (UK) / public employees (US)
FERMEMENT	Avec force et détermination.	firmly / strongly
UN RÉSULTAT SANS APPEL	Décision définitive qui ne peut être contestée.	a final result / a decisive outcome
ÊTRE DÉSAVOUÉ(E)	Être rejeté, perdre le soutien.	to be disavowed / to be rejected
LARGE	Qui est étendu ou important (ex: une majorité).	wide / broad / strong / significant
LA CHUTE	Action de tomber, perte de pouvoir ou de popularité.	the fall / collapse
DIFFÉRER	Reporter à plus tard.	to postpone / to delay
DISSOUTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	Mettre fin officiellement au mandat des députés.	to dissolve the National Assembly
LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ANTICIPÉES	Élections organisées avant la date prévue.	early parliamentary elections / snap legislative elections
FAVORABLE	Qui soutient ou approuve quelque chose.	favourable (UK) / favorable (US)
LE QUINQUENNAT	Durée de cinq ans du mandat présidentiel en France.	five-year term (of the president)
CORRESPONDRE / COLLER	Être en accord, convenir.	to match / to fit
LA DISSOLUTION	Action de mettre fin au mandat du parlement.	dissolution (of parliament)
PUISSANT	Qui a beaucoup de force, d'influence.	powerful / strong

CONTRE-PRODUCTIF	Qui produit l'effet contraire à celui recherché.	counterproductive
SE DÉGAGER	Apparaître, émerger ou se libérer.	to emerge / to free oneself
MALADE	En mauvaise santé.	sick / ill
LA GRÈVE	Arrêt collectif du travail pour protester.	strike
À LA BASE	À l'origine, au niveau fondamental.	at the grassroots / at the core
LES RÉSEAUX SOCIAUX	Plateformes en ligne où les gens échangent des contenus.	social media
BLOQUER	Empêcher le passage ou l'action.	to block / to obstruct
LE SYNDICAT	Organisation qui défend les droits des travailleurs.	trade union (UK) / labor union (US)
LE BLOCAGE	Action d'empêcher le fonctionnement normal.	blockade / obstruction
LE JOUR FÉRIÉ	Jour officiel où l'on ne travaille pas.	public holiday (UK) / national holiday (US)
LE GEL (DES SALAIRES)	Suspension des augmentations de salaire.	wage freeze / salary freeze
LA BAISSÉ	Réduction en nombre ou en valeur.	drop / fall
SE DIRIGER	Aller dans une direction donnée.	to head towards / to move in the direction of

---

## Tu veux transformer ton français à mes côtés ?

★ Je t'accompagne personnellement pour transformer ton français  
👉 <https://coaching.hellofrench.com>

 Mon cours en ligne pour comprendre le français "rapide", celui utilisé au quotidien par les francophones.

👉 [60 dialogues pour transformer ta compréhension en français](#)

---

## TRANSCRIPTION

Le Premier ministre français a remis sa démission après un vote à l'Assemblée nationale ce lundi.

En parallèle, la France connaît une période de fortes tensions sociales.

Bonjour et bienvenue dans ce nouvel épisode de Learn French with News.

Aujourd'hui, nous allons parler d'un sujet très important en France. C'est vraiment le sujet du moment. C'est le vote de confiance qui s'est tenu ce lundi à l'Assemblée nationale.

Comme d'habitude, vous avez accès à une fiche qui reprend l'ensemble des mots de cette vidéo pour pouvoir les réviser.

Tout d'abord, un petit peu de contexte.

François Bayrou est, enfin était, Premier ministre depuis décembre 2024.

Il avait été nommé par Emmanuel Macron, le président de la République.

C'est comme ça que ça se passe en France.

Le président nomme le Premier ministre et le Premier ministre nomme son gouvernement.

Il choisit ses ministres.

François Bayrou a lancé un pari politique assez risqué.

Il a tenté un véritable coup de poker.

Le 25 août dernier, il a pris la décision d'engager la responsabilité de son gouvernement dans le cadre d'un vote de confiance.

Pour cela, il a choisi la procédure prévue par l'article 49, alinéa 1.

En effet, ce mécanisme permet au Premier ministre de demander aux députés de voter pour ou contre un programme ou un budget sans discussion préalable.

Et s'il perd ce vote, il doit démissionner, il doit remettre sa démission.

Et c'est exactement ce qui est arrivé hier.

Pour rappel, l'Assemblée nationale, c'est une des deux chambres du Parlement français.

On a l'Assemblée nationale et le Sénat.

L'Assemblée nationale, elle va être constituée des députés qui ont été élus par les citoyens, dans le cadre d'élections législatives.

Je vous le disais, ce pari, il était un peu audacieux.

François Bayrou, qu'est-ce qu'il voulait faire ?

Il voulait surtout forcer tout le monde, forcer les députés à reconnaître l'urgence par rapport à la dette de la France.

Il voulait que tout le monde reconnaisse l'urgence de réduire la dette publique française.

Aujourd'hui, cette dette, elle a atteint 3 300 milliards d'euros.

La dette publique, c'est l'argent que l'État emprunte et doit rembourser avec des intérêts.

Et ces intérêts, ces derniers mois, ils ont beaucoup augmenté.

Bayrou a donc proposé, avec son budget, un plan d'économie de 44 milliards.

L'objectif, c'était de maîtriser cette dette.

Cependant, cette politique d'austérité, cette politique d'économie, elle est très impopulaire parce qu'elle risque de réduire les services publics, les salaires des fonctionnaires, les aides sociales et donc, bien sûr, de perturber la vie des citoyens.

C'est pourquoi les partis d'opposition, comme par exemple les partis de gauche ou le Rassemblement National, ils étaient contre ce budget.

Ils s'opposaient fermement à ce plan et donc bien sûr, ils ont voté contre.

Même certains alliés traditionnels, donc des partis centristes, ils étaient assez hésitants.

Ils n'ont pas tous donné leur confiance à François Bayrou et à son gouvernement.

Finalement, d'ailleurs, le résultat, il est sans appel, avec 364 votes contre et seulement 190 pour.

Vous l'avez compris, le Premier ministre a été désavoué par une large majorité.

Quel scénario possible après la chute du gouvernement et la démission de François Bayrou ?

Dans ce cas de figure, Emmanuel Macron, le président, a trois options.

La première, refuser la démission du Premier ministre ou la différer, donc la décaler.

Dans ce cas, alors, le Premier ministre et son gouvernement restent en place.

Deuxième option, il peut accepter cette démission et alors nommer un nouveau Premier ministre, un Premier ministre qui va à son tour former son gouvernement.

Mais il faut bien comprendre que dans le contexte actuel, réussir à trouver une majorité, ça peut être assez compliqué.

C'est le troisième scénario le plus risqué. Troisième option, Macron pourrait dissoudre l'Assemblée nationale.

Et cette décision, quand elle est prise, elle entraîne des élections législatives anticipées, donc un vote des citoyens qui devraient revoter pour élire des nouveaux députés.

C'est un pari politique assez important, car il n'est pas certain que les résultats lui soient favorables, donc soient favorables à la politique du président.

Par rapport à cette troisième option, il faut rappeler que c'est déjà arrivé durant ce quinquennat.

Emmanuel Macron avait organisé des élections législatives anticipées en juin et juillet 2024, après qu'il a dissous l'Assemblée.

En général, L'objectif de cette mécanique, c'est d'obtenir une majorité beaucoup plus claire ou d'avoir une assemblée qui correspond plus, qui colle plus aux aspirations des citoyens.

Sous la Cinquième République, la dissolution de l'Assemblée, elle est arrivée six fois, notamment sous Charles de Gaulle, François Mitterrand, Jacques Chirac et Emmanuel Macron.

Je vous le disais, c'est un outil politique assez puissant, mais également qui peut s'avérer contre-productif.

C'est un peu ce qui s'est passé, malheureusement, début de l'été 2024, puisqu'on s'est retrouvé avec une Assemblée nationale divisée en plus ou moins trois blocs.

Trois blocs égaux, trois blocs de la même taille.

Il n'y a pas eu une majorité qui s'est vraiment dégagée dans le cadre de ces nouvelles élections.

Donc, quel choix a fait Macron cette fois ?

Petite précision, je tourne cette vidéo, nous sommes mardi 9 septembre, en début d'après-midi, et François Bayrou a remis sa démission à Emmanuel Macron.

Une démission qu'il a acceptée.

À priori, il a choisi l'option deux.

Il devrait donc nommer un nouveau Premier ministre dans les prochains jours.

Ce serait le quatrième depuis les élections législatives de juillet 2024.

Donc, le quatrième depuis la dissolution en 2024, depuis un petit peu plus d'un an.

Ça, c'est quand même assez symptomatique d'une France politiquement malade, si on peut utiliser cette expression.

C'est le signe d'une instabilité politique majeure.

Faisons un point maintenant sur les tensions sociales qui ont lieu en ce moment en France.

Des grèves sont prévues dans les prochains jours. Et notamment, mercredi 10 septembre.

Cette grève, elle est appelée "Bloquons tout".

C'est un mouvement qui, initialement, au début, à la base, a été lancé sur les réseaux sociaux.

Cette initiative, elle appelle à bloquer les transports, à bloquer les routes, à bloquer les écoles, les aéroports, etc.

Plusieurs syndicats très importants du pays ont décidé de participer à cette grève, notamment dans les transports et dans les services publics.

Les services publics, ce sont les services qui sont assurés par l'État.

Cette journée devrait provoquer pas mal de blocage en France et notamment dans les grandes villes.

La deuxième journée importante de grève, elle est prévue le 18 septembre, donc une semaine plus tard.

Cette grève, elle est principalement portée par les syndicats et ils veulent protester contre les mesures d'austérité budgétaires.

Dans les mesures d'austérité qui étaient prévues par le gouvernement Bayrou, il y avait notamment la suppression de jours fériés, le gel des salaires.

Ça veut dire que des salaires n'allaient pas augmenter, notamment dans la fonction publique. Différentes coupes budgétaires dans les services publics ou encore la baisse des pensions.

Ces deux journées de mobilisation, elles montrent la forte opposition sociale aux réformes budgétaires en cours.

Évidemment, même si là, il y a eu un vote contre le budget, on comprend quand même que c'est le type de politique économique vers lesquelles se dirige le pouvoir en place.

À voir, bien sûr, comment évoluent ces journées de mobilisation en fonction des décisions d'Emmanuel Macron.

Mais quoi qu'il en soit, Emmanuel Macron devra prendre la meilleure décision pour essayer de stabiliser un peu la situation politique et sociale du pays.

N'hésitez pas à me poser vos questions en commentaire si vous avez des questions, que ce soit sur le français ou sur la situation actuelle en France.

Si vous avez aimé la vidéo, que vous aimez ce format, pensez bien sûr à mettre un j'aime.

Vous savez que c'est très important pour moi, pour mon travail, pour qu'il ressorte un peu dans YouTube.

Merci à vous et je vous dis à très, très vite.